

APPEL POUR UN NOUVEAU FRONT POPULAIRE SANS NUCLÉAIRE

La victoire du RN aux élections européennes et la décision du Président de la République de dissoudre l'Assemblée Nationale, ont créé un vif émoi dans la partie de la population française qui refuse d'être gouvernée par l'extrême droite. Le sursaut unitaire des partis de gauche et écologistes doit être salué et soutenu. Mais on ne doit pas pour autant mettre sous le tapis nos exigences démocratiques notamment sur un choix très lourd de conséquences à tous points de vue : **la poursuite ou l'arrêt de l'industrie nucléaire civile et militaire.**

Les partis de gauche et écologistes ne doivent pas esquiver une indispensable clarification.

Que serait en effet un Nouveau Front Populaire qui déciderait de poursuivre la « relance » du nucléaire, à laquelle s'est engagé le Président Macron ? Ou seraient la rupture, la bifurcation, la transformation ?

Les entorses à la démocratie, les déficits publics, les dégâts écologiques et sanitaires, la dépendance énergétique, les risques de conflits et de catastrophes, ne feraient que s'aggraver. Et la crise économique, sociale et écologique avec.

Le nouveau Front Populaire doit mettre à l'ordre du jour de son agenda politique l'arrêt de l'industrie nucléaire civile et militaire, pas uniquement de la production d'électricité nucléaire. Et prévoir toutes les mesures nécessaires pour le réaliser dans les plus brefs délais. Il doit aussi s'engager pour l'abolition des armes atomiques et mobiliser tous les moyens diplomatiques français permettant d'y arriver.

Le nucléaire c'est la guerre !

N'oublions pas les leçons de l'histoire : après le Front Populaire, et sa victoire électorale contre l'extrême droite en France, il y a eu la guerre. Et malgré la résistance, puis les combats victorieux contre les nazis, une nouvelle forme de barbarie s'est emparée du monde. Elle a été rendue possible par le travail de milliers de scientifiques réunis par l'armée américaine au sein du programme Manhattan. Et par des milliards de dollars d'argent public dédiés à ce programme, dont le résultat a été la mort en quelques jours d'août 1945 de plus d'une centaine de milliers de personnes et la destruction quasi-instantanée des villes d'Hiroshima et Nagasaki. Beaucoup de scientifiques se sont mordus les doigts d'avoir contribué à ce crime contre l'humanité. Mais ils n'ont pas réussi à stopper la barbarie. Depuis 1945 les états vainqueurs de la guerre n'ont jamais cessé de développer la production d'armes atomiques et de leurs vecteurs, aériens, marins et sous-marins. Ils ont soutenu, quoiqu'il en coûte, une industrie nucléaire extractiviste et mondialisée permettant de fabriquer les « briques » technologiques communes à la production d'armes et à la production d'électricité : enrichissement de l'uranium, fabrication des réacteurs, extraction du plutonium. La production d'électricité est la justification de cette industrie auprès des opinions publiques¹, tenues dans l'ignorance des enjeux et des conséquences².

A l'inverse, pour des dirigeants politiques avides de puissance, la production d'électricité nucléaire n'a aucun intérêt si elle ne facilite pas la production d'armes nucléaires et de leurs vecteurs. C'est ainsi que le président Macron a commandé à EDF, via sa filiale Framatome, les « chaudières » nucléaires du nouveau porte-avions à propulsion nucléaire français. C'est ainsi que le ministère des armées a demandé à EDF d'utiliser la centrale nucléaire de Civaux (dans la Vienne) pour produire le tritium nécessaire aux armes atomiques. C'est ainsi que nos impôts servent à subventionner l'étude de projets publics et privés de petits réacteurs nucléaires modulaires qui ne sont rien d'autres que des réacteurs de sous-marins.

L'industrie nucléaire est un instrument de domination géopolitique aux mains d'états impérialistes.

La moitié des réacteurs nucléaires construits dans le monde et la quasi-totalité de ceux en service actuellement en France, l'ont été sous licence américaine Westinghouse. Cette entreprise fournit les « combustibles » nucléaires nécessaires à ces réacteurs, y compris en France où une partie de ceux d'EDF en dépend. Une autre partie des réacteurs construits dans le monde, notamment au Japon, l'a été sous licence américaine General Electric. Pour les pays de l'ex Union Soviétique, ou dans sa sphère d'influence (Inde par exemple), ce sont des technologies soviétiques qui ont été utilisées. Disposant de celles-ci, Poutine a créé l'entreprise Rosatom, à sa main pour exercer sa domination partout où c'est possible, y compris dans des pays membres de l'OTAN³. Rosatom prévoit de fournir à des pays tiers (la Turquie notamment, où sont basés

des missiles nucléaires états-uniens), de l'électricité nucléaire produite par des réacteurs qu'elle construit sur leur sol, qu'elle exploiterait et alimenterait en « combustible » depuis ses usines russes. Cette entreprise s'occuperait ensuite de la reprise des déchets nucléaires produits. En Ukraine, l'armée russe et Rosatom ont pris le contrôle de la centrale de Zaporijia que Westinghouse comptait bien fournir en « combustible » nucléaire. Cette centrale est devenue une menace que le nouveau front populaire souhaite contrôler par des casques bleus. Il conviendrait au préalable qu'Orano et EDF cessent toute collaboration avec Rosatom. Mais EDF dépend en partie de prestations de ce conglomérat pour le fonctionnement de ses réacteurs (enrichissement de l'uranium, traitement et stockage de déchets nucléaires, etc.).

Dans son programme, le nouveau front populaire prévoit « d'interdire tous les polluants éternels (PFAS) pour toutes les utilisations ... » et aussi « une loi énergie climat (qui) permettra de jeter les bases de la planification écologique » et enfin de « revenir sur la fusion entre l'Agence de sûreté nucléaire (ASN) et l'Institut de recherche sur la sûreté nucléaire (IRSN) ».

Fort bien. Mais de quelle planification écologique s'agit-il alors que l'industrie nucléaire, qui produit des armes de destruction massive, génère aussi des polluants éternels (les déchets radioactifs à « vie longue ») et que « Le choix de développer l'énergie nucléaire a des conséquences temporelles comparables à celles du changement climatique »⁴?

Le nouveau front populaire revendique « L'urgence pour la paix » et « Une diplomatie qui garantit la démilitarisation et la dépollution de l'espace ».

Mais comment fait-on pour démilitariser et dépolluer un espace contaminé par des explosions de bombes atomiques et des accidents nucléaires ? On attend 100 000 ans que ça passe !

Ou on arrête de jouer avec le feu nucléaire qui est déjà aux mains de l'extrême centre et pourrait bien un jour se retrouver dans celles de l'extrême droite ?

¹ En France, l'indépendance énergétique a été le prétexte permettant de justifier la production d'électricité nucléaire. En 1973, année du lancement du programme de construction de la plupart des réacteurs nucléaires en service actuellement, le taux d'indépendance énergétique français était de 23,9 % (donnée officielle). En 2021 il était de 13 % ([valeur indiquée en encadré sur le site du ministère de la transition énergétique](#)). Belle réussite des gouvernements successifs de la France et de la nucléocratie ! En réalité, ils se moquaient bien de l'indépendance énergétique. Comme l'a fort bien dit le président Macron [au Creusot le 8 décembre 2020](#), « Sans nucléaire civil, pas de nucléaire militaire, sans nucléaire militaire, pas de nucléaire civil. ».

² Une des conséquences de la production massive d'électricité nucléaire en France est la dette abyssale d'EDF et de l'Etat français. Le sauvetage du « soldat nucléaire » se chiffre en centaine de milliards d'euros, dont une part très conséquente d'argent public (budgets militaires et subventions), à injecter dans l'industrie nucléaire civile et militaire ! Ils n'iront pas là où ils sont indispensables, ou les plus utiles, pour résoudre la crise sociale et écologique. Un nouveau prétexte, la préservation du climat, nous est présenté pour justifier la « relance », en réalité le sauvetage de cette industrie. Mais il y a un hic : l'énergie nucléaire réchauffe considérablement les portions de planète sur lesquelles elle est utilisée. [Le résumé de l'étude thermique du Rhône](#), publiée par EDF en mai 2016, le montre bien. Les rejets de chaleur des réacteurs nucléaires situés entre Saint-Vulbas (centrale nucléaire du Bugey) et Aramon (à l'aval de la centrale de Tricastin) ont provoqué en moyenne annuelle une augmentation de la température des eaux du Rhône de 1,2°C sur une augmentation totale de 1,4°C (comparaison entre la période 1988-2010 où tous les réacteurs utilisés actuellement étaient en service et la période 1920-1977 où il n'y en avait pratiquement aucun). Une telle élévation de température, sur une durée aussi courte (1977 à 2010), devrait alerter tous les écologistes et climatologues de France. Et les questionner sur l'élévation de température de l'air que les rejets de chaleur des centrales nucléaires provoqueraient s'ils étaient évacués en quasi-totalité via des tours de refroidissement, comme celles prévues pour les nouveaux réacteurs nucléaires EPR destinés à remplacer les anciens licenciés de Westinghouse !

³ Les missiles nucléaires américains implantés dans les pays de l'OTAN n'ont pas dissuadé le dirigeant russe d'attaquer l'Ukraine. Le conflit qui s'y déroule n'est qu'une énième réplique de la guerre d'influence géopolitique russo-américaine qui dure depuis près de 80 ans. Le combustible de cette guerre, allumé en 1945, ne s'est jamais éteint. Aujourd'hui, les pays qui disposent d'une industrie nucléaire civile et militaire (Etats-Unis, Russie, Angleterre, France, Chine), participent au chaos du monde. Ils ont contribué à l'armement atomique de l'Inde, du Pakistan, d'Israël, de la Corée du Nord, autres pays auteurs de guerres. Tous ces pays agissent au mépris de nombreux traités internationaux. Ils ne pourront pas empêcher d'autres pays de s'équiper à leur tour (l'Iran notamment) sans renoncer eux-mêmes à l'arme atomique et à l'industrie nucléaire. Ils sont en outre responsables de plusieurs catastrophes connues d'ampleur mondiale, Tchernobyl et Fukushima, mais aussi d'autres catastrophes moins connues ou de portée plus limitée, Tcheliabinsk, Windscale, Three Mile Islands, ...

⁴ [Communication de la commission d'éthique et de déontologie de l'IRSN pour la contribution au débat public relatif aux nouveaux réacteurs nucléaires.](#)